



Pour : Stella-Jones Inc.

**Personnes-
ressources :**

George T. Labelle, C.A.
Premier vice-président et chef des finances
Tél. : (514) 934-8665
glabelle@stella-jones.com

Martin Goulet, CFA
MaisonBrison
Tél. : (514) 731-0000
martin@maisonbrison.com

Septième exercice consécutif de croissance robuste pour Stella-Jones

- **Hausse des ventes de 20,5 % en 2007 qui s'établissent à 269,7 millions de dollars**
- **Augmentation du bénéfice net de 23,3 % qui atteint 25,7 millions de dollars**
- **Poursuite de l'amélioration de la marge bénéficiaire brute**
- **Situation financière solide soutenue par des flux de trésorerie vigoureux**

MONTRÉAL (QUÉBEC) – Le 12 mars 2008 - Stella-Jones Inc. (TSX : SJ) est heureuse d'annoncer les résultats financiers de son exercice financier terminé le 31 décembre 2007. Les ventes ont atteint 269,7 millions de dollars en 2007, soit une hausse de 45,9 millions de dollars, ou 20,5 %, par rapport aux ventes de 223,9 millions de dollars réalisées l'an dernier. Cette progression est en grande partie attribuable aux ventes supplémentaires générées par l'usine d'Arlington, dans l'état de Washington, dont Stella-Jones a fait l'acquisition le 28 février 2007, de même qu'à la contribution au chiffre d'affaires, pendant une année complète, de l'installation de Carseland, en Alberta, acquise en juillet 2006. Sur une base organique, les ventes ont légèrement fléchi en raison de l'incidence négative de près de 5,0 millions de dollars qu'a eu l'appréciation du dollar canadien, qui est la monnaie de présentation des états financiers de la Société, sur les ventes libellées en dollars américains, et de la grève des travailleurs forestiers du sud de la Colombie-Britannique qui a débuté le 20 juillet 2007 et qui s'est poursuivie jusqu'au 21 octobre 2007. La grève a forcé la suspension pendant trois mois des activités d'exploitation à l'usine de traitement de la Société située à New Westminster de même qu'à la coentreprise d'écorçage de poteaux de Maple Ridge.

Grâce au maintien d'une efficacité opérationnelle, au contrôle serré des frais d'exploitation et à l'accroissement des synergies découlant des acquisitions, le bénéfice brut a de nouveau augmenté en 2007, tant sur une base monétaire qu'en pourcentage des ventes. Le bénéfice brut s'est chiffré à 66,3 millions de dollars, soit 24,6 % des ventes, fortement en hausse par rapport au bénéfice brut de 50,4 millions de dollars, ou 22,5 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent.

Stella-Jones a terminé l'exercice 2007 avec un bénéfice net en hausse de 23,3 % qui s'est élevé à 25,7 millions de dollars, ou 2,03 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un bénéfice net de 20,8 millions de dollars, ou 1,76 \$ par action, sur une base pleinement diluée, en 2006.

« Nous sommes satisfaits de ce que nous avons accompli en 2007, compte tenu des défis qu'ont posés l'arrêt de travail temporaire sur notre exploitation en Colombie-Britannique et l'appréciation du dollar canadien, » a déclaré Brian McManus, président et chef de la direction de Stella-Jones. « La Société a enregistré sa septième année consécutive de croissance robuste grâce au suivi de notre modèle d'affaires, au renforcement de nos compétences de base et à l'accroissement de notre capacité, aussi bien à l'interne que par le biais d'acquisitions. »

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

Les ventes du quatrième trimestre de l'exercice 2007 se sont élevées à 48,4 millions de dollars, en baisse de 2,2 % par rapport aux ventes de 49,5 millions de dollars enregistrées lors de la même période en 2006. Ce recul est en grande partie attribuable à l'incidence négative de 3,2 millions de dollars qu'a eu l'appréciation de la devise canadienne sur les ventes libellées en dollars américains et aux trois dernières semaines du conflit de travail dans le sud de la Colombie-Britannique.

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont atteint 30,5 millions de dollars au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse des ventes de 7,8 % par rapport à l'exercice précédent, alors que l'apport de 5,4 millions de dollars de l'installation d'Arlington, dans l'état de Washington, acquise plus tôt au cours de l'exercice, a contrebalancé l'impact de la vigueur de la devise canadienne et de la grève en Colombie-Britannique. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 11,3 millions de dollars, soit un recul de 19,5 % par rapport à l'exercice précédent, en raison de fluctuations défavorables des devises et d'une pénurie temporaire de wagons de chemin de fer à la fin de l'exercice. Les ventes de bois à usage industriel ont fléchi de 9,9 % pour s'établir à 3,7 millions de dollars, tandis que les ventes de bois à usage résidentiel sont demeurées à peu près inchangées à 2,9 millions de dollars.

Au cours du dernier trimestre de 2007, le bénéfice brut s'est de nouveau accru pour atteindre 12,2 millions de dollars, ou 25,2 % des ventes, en hausse de 7,5 % par rapport au bénéfice brut de 11,4 millions de dollars, ou 23,0 % des ventes, réalisé lors de la période correspondante en 2006. En raison d'une augmentation de 800 000 \$ des frais de vente et d'administration, découlant principalement d'une hausse des dépenses de rémunération à base d'actions, et d'une perte de change de 500 000 \$ supérieure à celle de l'exercice précédent, le bénéfice net de la période a totalisé 4,4 millions de dollars, ou 0,35 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à 5,1 millions de dollars, ou 0,41 \$ par action, sur une base pleinement diluée, au quatrième trimestre de l'exercice 2006.

BILAN SOLIDE SOUTENU PAR LA CONSTANCE DES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS

Stella-Jones a encore une fois démontré sa capacité à générer de robustes flux de trésorerie. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, avant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, ont atteint 32,9 millions de dollars, soit une hausse de 22,7 % par rapport aux flux de trésorerie de 26,8 millions de dollars générés l'an dernier. Ces flux de trésorerie robustes ont permis à la Société de maintenir un bilan solide, malgré un endettement supplémentaire pour financer l'acquisition de J.H. Baxter & Co. plus tôt au cours de l'exercice, avec un ratio moyen d'endettement sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement des immobilisations de 1,64:1 au 31 décembre 2007, soit à peu près le même qu'un an plus tôt.

« Nous avons terminé l'exercice 2007 sur des bases financières très solides », a affirmé George Labelle, premier vice-président et chef des finances de la Société. « Notre ratio d'endettement à long terme de 0,37:1 se situe à un niveau satisfaisant pour nous permettre de poursuivre l'expansion prévue de notre capacité, aussi bien à l'interne qu'à l'externe. »

ACQUISITION ENVISAGÉE

La convention de fusion finale pour acquérir The Burke-Parsons-Bowlby Corporation (« BPB ») a été conclue le 11 mars 2008. La conclusion de la transaction, dont la date de clôture est prévue pour le 1^{er} avril 2008, est assujettie à l'approbation des actionnaires de BPB et la réalisation d'une vérification diligente satisfaisante.

PERSPECTIVES

« L'acquisition envisagée de BPB positionnerait Stella-Jones comme le deuxième joueur en importance sur le marché américain des traverses de chemin de fer. La priorité que nous accordons à l'efficacité opérationnelle et à tirer profit des occasions de croissance devrait permettre à Stella-Jones d'optimiser l'apport de ces actifs dans un délai raisonnable. Bien que les résultats à court terme seront affectés par l'actuelle vigueur du dollar canadien, la direction reste confiante face à l'avenir, puisque la vaste majorité de nos ventes sont liées au remplacement et à l'entretien des infrastructures. Traditionnellement, ces investissements sont moins susceptibles d'être réduits durant les périodes de ralentissement économique », a conclu M. McManus.

À PROPOS DE STELLA-JONES

Stella-Jones Inc. (TSX:SJ) est l'un des chefs de file nord-américains dans la production et la commercialisation de produits industriels en bois traité sous pression et elle se spécialise dans la fabrication de traverses de chemin de fer traitées sous pression et de poteaux en bois pour servir les entreprises de services publics dans le domaine de l'électricité et des télécommunications. Ses autres principaux produits comprennent les pilotis pour constructions maritimes, les pieux pour les fondations, le bois de construction, les glissières de sécurité pour les autoroutes et du bois traité pour des ponts. De plus, la Société offre des produits de bois d'œuvre traité et des services personnalisés aux détaillants et aux grossistes en vue d'applications résidentielles extérieures. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Visitez notre site Web : www.stella-jones.com

Exception faite de l'information historique, ce communiqué de presse peut contenir des assertions prospectives en ce qui a trait au rendement futur de la Société. Fondées sur le jugement légitime qu'exerce la direction en évaluant les éventualités, ces assertions comportent certains risques et incertitudes. Parmi les facteurs susceptibles de causer un écart dans les résultats figurent, entre autres, toute variation dans les résultats financiers trimestriels, toute évolution de la demande pour les produits et services de la société, toute incidence de la concurrence sur les prix et sur le marché en général, ainsi que tout éventuel revers qui pourrait affecter la conjoncture économique. Par conséquent, le lecteur est avisé qu'un écart pourrait survenir entre les résultats effectifs et les résultats prévisionnels.

-30-

SIÈGE SOCIAL	COTATION EN BOURSE	RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS
3100, boul. de la Côte-Vertu Bureau 300 Saint-Laurent (Québec) H4R 2J8 Tél. : (514) 934-8666 Télé. : (514) 934-5327	Bourse de Toronto Symbole boursier (TSX) : SJ AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES Services aux investisseurs Computershare inc.	George Labelle Premier vice-président et chef des finances Tél. : (514) 934-8665 Télé. : (514) 934-5327 glabelle@stella-jones.com

AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de Stella-Jones Inc. pour le quatrième trimestre se terminant le 31 décembre 2007 n'ont pas été examinés par les vérificateurs externes de la Société.

(Signé)

George Labelle
Premier vice-président et chef des finances

Montréal (Québec)
Le 12 mars 2008

BILANS CONSOLIDÉS

	2007	2006
<i>aux 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006</i>	(\$)	(\$)
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Débiteurs	26 411 115	32 113 553
Instruments financiers dérivés	658 437	---
Stocks	142 873 928	117 441 115
Frais payés d'avance	1 472 155	2 325 219
Impôts à recouvrer	783 677	---
Impôts futurs	619 139	356 000
	172 818 451	152 235 887
IMMOBILISATIONS		
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	70 264 386	59 925 656
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	273 500	---
IMPÔTS FUTURS	1 142 531	1 088 343
	357 477	425 000
	244 856 345	213 674 886
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Endettement bancaire	39 026 390	42 286 469
Comptes créditeurs et charges à payer	21 855 626	22 299 399
Impôts exigibles	---	2 964 247
Impôts futurs	288 898	---
Portion à court terme de la dette à long terme	4 408 949	3 797 096
Portion à court terme des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	750 888	922 929
	66 330 751	72 270 140
DETTE À LONG TERME		
IMPÔTS FUTURS	43 034 946	28 096 118
OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS	5 968 406	5 960 036
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS	467 219	414 635
	1 298 029	1 112 177
	117 099 351	107 853 106
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS	46 023 360	45 473 435
SURPLUS D'APPORT	4 045 122	2 416 650
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	80 744 909	58 004 374
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	(3 056 397)	(72 679)
	127 756 994	105 821 780
	244 856 345	213 674 886

Voir les notes afférentes ci-jointes

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

	2007	2006
aux 31 décembre 2007 et 31 décembre 2006	(#)	(#)
CAPITAL - ACTIONS		
Actions en circulation au début de l'exercice	12 298 015	10 880 840
Placement privé	---	1 060 000
Régime d'options d'achat d'actions	37 785	161 370
Bons de souscription levés	---	190 000
Régime d'achat d'actions	5 288	5 805
Actions en circulation à la fin de l'exercice	<u>12 341 088</u>	<u>12 298 015</u>
	(\$)	(\$)
Actions en circulation au début de l'exercice	45 473 435	26 174 801
Placement privé	---	18 020 000
Régime d'options d'achat d'actions	366 531	391 627
Bons de souscription levés	---	779 000
Régime d'achat d'actions	183 394	108 007
Actions en circulation à la fin de l'exercice	<u>46 023 360</u>	<u>45 473 435</u>
SURPLUS D'APPORT		
Solde au début de l'exercice	2 416 650	53 499
Élimination du passif associé aux dépenses liées à la rémunération à base d'actions	---	2 262 000
Rémunération à base d'actions	1 716 416	123 808
Levée d'options d'achat d'actions	(87 944)	(22 657)
Solde à la fin de l'exercice	<u>4 045 122</u>	<u>2 416 650</u>
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Solde au début de l'exercice	58 004 374	38 781 497
Bénéfice net de l'exercice	25 699 508	20 845 956
Dividendes sur les actions ordinaires	(2 958 973)	(1 623 079)
Solde à la fin de l'exercice	<u>80 744 909</u>	<u>58 004 374</u>
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Solde au début de l'exercice	(72 679)	(201 646)
Adoption de nouvelles normes comptables pour les instruments financiers, net d'impôt de 280 148 \$.	568 785	---
Solde redressé au début de l'exercice	496 106	(201 646)
Autres éléments du résultat étendu	(3 552 503)	128 967
Solde à la fin de l'exercice	<u>(3 056 397)</u>	<u>(72 679)</u>
CAPITAUX PROPRES	<u>127 756 994</u>	<u>105 821 780</u>

Voir les notes afférentes ci-jointes

<u>RÉSULTATS CONSOLIDÉS</u>	trois mois terminés le 31 déc.		douze mois terminés le 31 déc.	
	2007	2006	2007	2006
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
	non vérifié	non vérifié		
VENTES	48 439 547	49 512 301	269 714 130	223 853 026
DÉPENSES (REVENUS)				
Coût des ventes	36 217 919	38 145 121	203 425 674	173 489 937
Frais de vente et d'administration	2 784 175	1 976 854	15 858 578	12 488 487
Perte (gain) de change	696 388	217 149	1 471 914	(213 619)
Amortissement des immobilisations	1 182 250	905 588	4 940 013	3 363 474
Perte (gain) réalisé sur la cession d'immobilisations	21 528	(51 149)	(42 329)	(77 932)
	40 902 260	41 193 563	225 653 850	189 050 347
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	7 537 287	8 318 738	44 060 280	34 802 679
INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME	914 401	296 504	3 051 221	1 802 882
AUTRES INTÉRÊTS	434 642	740 703	2 452 027	1 810 443
BÉNÉFICE AVANT LES IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE	6 188 244	7 281 531	38 557 032	31 189 354
PROVISION POUR IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE	1 748 474	2 157 586	12 857 524	10 343 398
BÉNÉFICE NET DE LA PÉRIODE	4 439 770	5 123 945	25 699 508	20 845 956
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE	0,36	0,42	2,09	1,81
BÉNÉFICE NET DILUÉ PAR ACTION ORDINAIRE	0,35	0,41	2,03	1,76

Voir les notes afférentes ci-jointes

<u>ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU</u>	trois mois terminés le 31 déc.		douze mois terminés le 31 déc.	
	2007	2006	2007	2006
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
	non vérifié	non vérifié		
BÉNÉFICE NET DE LA PÉRIODE	4 439 770	5 123 945	25 699 508	20 845 956
Autres éléments du résultat étendu (perte):				
Variation nette des pertes non réalisées lors de la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(42 691)	550 153	(3 626 755)	128 967
Variation de la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (net d'impôt (recouvrement) de (215 712 \$) pour les trois mois se terminant le 31 décembre 2007 et 8 753 \$ pour les douze mois se terminant le 31 décembre 2007)	(294 101)	-	74 252	-
	(336 792)	550 153	(3 552 503)	128 967
RÉSULTAT ÉTENDU	4 102 978	5 674 098	22 147 005	20 974 923

Voir les notes afférentes ci-jointes

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	trois mois terminés le 31 déc.		douze mois terminés le 31 déc.	
	2007	2006	2007	2006
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
	non vérifié	non vérifié		
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	4 439 770	5 123 945	25 699 508	20 845 956
Ajustements pour :				
Amortissement d'immobilisations	1 182 250	720 417	4 940 013	3 363 474
Gains réalisés sur la cession d'immobilisations	(10 390)	(51 149)	(42 329)	(77 932)
Avantages sociaux futurs	(21 048)	2 281	185 852	133 528
Rémunération à base d'actions	310 571	83 447	1 716 416	2 338 808
Impôts futurs	(365 090)	397 000	(149 090)	(163 000)
Autres	(65 444)	389 322	587 944	398 516
	5 470 619	6 665 263	32 938 314	26 839 350
VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT				
Diminution (augmentation) des :				
Débiteurs	15 765 647	9 854 317	8 365 492	(3 760 754)
Stocks	(12 832 620)	(16 810 972)	(21 580 704)	(13 492 844)
Frais payés d'avance	(289 569)	(232 602)	904 078	(301 436)
Augmentation (diminution) des :				
Comptes créditeurs et charges à payer	1 565 953	(1 885 564)	206 781	572 470
Impôts exigibles	(2 113 238)	223 509	(3 854 857)	705 671
	2 096 173	(8 851 312)	(15 959 210)	(16 276 893)
	7 566 792	(2 186 049)	16 979 104	10 562 457
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
(Diminution) augmentation de l'endettement bancaire	(3 723 158)	6 177 618	(983 842)	16 278 771
Augmentation de la dette à long terme	---	391 727	13 332 146	13 393 582
Remboursement de la dette à long terme	(1 287 094)	(6 697 701)	(3 721 973)	(6 697 701)
Augmentation (diminution) des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	14 836	4 562 028	(119 457)	(835 934)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	48 774	835 961	472 367	19 275 977
Dividendes sur actions ordinaires	(1 727 386)	(968 274)	(2 958 973)	(1 623 079)
	(6 674 028)	4 301 359	6 020 268	39 791 616
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Augmentation des autres actifs	(594 667)	(154 756)	(81 518)	(437 775)
Acquisition d'entreprises	(150 000)	(1 540 263)	(17 125 602)	(46 023 314)
Achats d'immobilisations	(640 322)	(751 059)	(6 452 532)	(4 272 982)
Produit provenant de la cession d'immobilisations	492 225	330 768	660 280	379 998
	(892 764)	(2 115 310)	(22 999 372)	(50 354 073)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE LA PÉRIODE				
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT ET À LA FIN DE LA PÉRIODE	---	---	---	---
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES				
Intérêts versés	2 019 104	1 014 462	5 296 491	3 415 273
Impôts payés	3 904 801	2 285 305	16 636 241	10 533 807

Voir les notes afférentes ci-jointes

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

non vérifiées

NOTE 1 - PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Présentation

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de douze mois terminées les 31 décembre 2007 et 2006 sont non vérifiés et comprennent tous les estimés et ajustements que la direction de Stella-Jones Inc. (« la Société ») juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats de son exploitation, du résultat étendu et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») en utilisant les mêmes conventions comptables que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles conventions comptables qui ont été appliquées le 1^{er} janvier 2007, tel que décrit ci-après. Cependant, ils n'incluent pas toutes les divulgations habituellement requises aux états financiers annuels selon les PCGR et doivent donc être lus de concert avec les plus récents états financiers annuels consolidés vérifiés de la Société et les notes afférentes.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales en propriété exclusive, Guelph Utility Pole Company Ltd., I.P.B.-W.P.I. International Inc., Stella-Jones Corporation (« SJ Corp »), et depuis le 1^{er} juillet 2006 les comptes consolidés de Bell Pole Canada Inc. (« Bell Pole »), préparés selon la méthode de l'acquisition. Les comptes consolidés de Bell Pole comprennent les comptes liés à une participation de 50 % dans Kanaka Creek Pole Company Limited, une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Modifications des conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié les nouvelles normes comptables suivantes qui ont été appliqués aux états financiers intermédiaires de la Société débutant le 1^{er} janvier 2007:

- Le chapitre 1506 du Manuel, « Modifications comptables » présente de nouvelles dispositions énonçant les critères de changement de conventions comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relativement aux changements de conventions comptables et d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs. Ce chapitre vise à accroître la pertinence et la fiabilité des états financiers d'une entité ainsi que la comparabilité de ces derniers au fil du temps et par rapport aux états financiers d'autres entités.
- Le chapitre 3855 du Manuel, « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux classés comme étant détenus jusqu'à échéance ou prêts et sommes à recevoir, et les instruments financiers dérivés doivent être évalués à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être évalués à leur juste valeur s'ils sont classés comme étant détenus à des fins de transaction. Sinon, ils sont évalués à leur valeur comptable.

La Société a effectué le classement suivant :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur.

Les débiteurs et les billets à recevoir sont classés dans les prêts et créances. Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du

taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût initial à moins qu'il soit spécifié autrement.

Les endettements bancaires, comptes créditeurs et la dette à long terme sont classés dans les autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût initial à moins qu'il soit spécifié autrement.

Les instruments financiers dérivés sont présentés à la juste valeur dans le bilan consolidé.

- Le chapitre 1530 du Manuel, « Résultat étendu », énonce les normes d'information et de présentation du résultat étendu et de ses éléments. Le résultat étendu représente la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires. Il comprend les éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, tels que les écarts de conversion liés à des établissements étrangers autonomes et aux gains ou aux pertes non réalisés sur les instruments financiers classés comme disponibles à la vente.
- Le chapitre 3251 du Manuel, « Capitaux propres », remplace le chapitre 3250, « Surplus », et décrit des normes pour la présentation des capitaux propres ainsi que les variations des capitaux propres découlant des nouvelles exigences du chapitre 1530, « Résultat étendu ».
- Le chapitre du Manuel 3861, « Instruments financiers - Informations à fournir et présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des instruments dérivés non financiers. De plus, il permet de déterminer l'information qui doit être présentée.
- Le chapitre 3865 du Manuel, « Couvertures », décrit l'application opportune de la comptabilité de couverture. La comptabilité de couverture permet de s'assurer que tous les gains, produits ainsi que toutes les pertes et dépenses découlant d'un dérivé et de l'élément qu'il couvre soient comptabilisés dans l'état des résultats dans la même période.

Lorsque la Société utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition, elle détermine la pertinence de l'application de la comptabilité de couverture à chaque instrument financier dérivé. Au besoin, la Société documente toutes les relations de couverture en précisant notamment le type de couverture (juste valeur ou flux de trésorerie), l'élément couvert, l'objectif en matière de gestion du risque, la stratégie de couverture ainsi que la méthode à utiliser pour évaluer son efficacité. L'instrument financier dérivé doit être très efficace à l'égard de l'objectif de compensation des variations de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert dès le commencement et sur la durée de la couverture.

La Société a conclu des contrats de change à terme pour réduire le risque lié à ses engagements d'entrées et de sorties nettes de fonds en monnaie américaine. Également, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt pour réduire son risque de fluctuation des taux d'intérêt sur ses dettes à court et à long terme. À des fins comptables, ces contrats sont traités comme des couvertures de flux de trésorerie et ne sont pas détenus à des fins de transaction ou de spéculation.

Les instruments financiers dérivés effectifs, détenus à des fins de couverture de flux de trésorerie, sont constatés à leur juste valeur, et les variations de la juste valeur liées à la partie efficace de la couverture sont constatées dans les autres éléments du résultat étendu. Les variations de la juste valeur liées à la partie non efficace de la couverture sont immédiatement portées à l'état consolidé des résultats. Les variations de la juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt constatés dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassées dans l'état consolidé des résultats sous les ventes et l'intérêt sur la dette à long terme respectivement aux périodes au cours desquelles les flux de trésorerie constituant les éléments couverts influent sur le bénéfice.

Lorsqu'un instrument dérivé n'est plus admissible à titre de couverture efficace, ou lorsque l'instrument de couverture est vendu ou supprimé avant son échéance, s'il y a lieu, la comptabilité de couverture est abandonnée prospectivement. Les autres éléments du résultat étendu liés à un contrat de change à terme et à des couvertures de swaps de taux d'intérêt qui cessent d'être efficaces sont reclassés dans l'état consolidé des résultats sous les gains et les pertes sur change et l'intérêt sur la dette à long terme respectivement aux périodes au cours

desquelles les flux de trésorerie constituant les éléments couverts influent sur les bénéficiaires. En outre, si les éléments couverts sont vendus ou supprimés avant l'échéance, la comptabilité de couverture est abandonnée, et les autres éléments du résultat étendu cumulés connexes sont immédiatement reclassés dans l'état consolidé des résultats.

Le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} janvier 2007 constituait une perte de 72 679 \$ découlant des écarts de conversion cumulés d'un établissement étranger autonome. L'adoption de ces nouvelles normes a donné lieu aux variations suivantes au solde d'ouverture à l'égard des couvertures de flux de trésorerie : une hausse de 568 785 \$ des autres éléments du résultat étendu, une hausse de 848 933 \$ des instruments financiers dérivés à court et à long terme déclarés dans les actifs ainsi qu'une hausse de 280 148 \$ dans les passifs d'impôts futurs.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, la Société a comptabilisé les opérations suivantes relatives aux couvertures de flux de trésorerie : une diminution nette de 294 101 \$ au cumul des autres éléments du résultat étendu, une diminution de 509 812 \$ des instruments financiers dérivés à court et à long terme déclarés dans les actifs, ainsi qu'une diminution de 215 712 \$ des passifs d'impôts futurs. Au cours de l'exercice, un gain sur les contrats de change à terme de 955 699 \$ a été enlevé des autres éléments du résultat étendu pour être porté à l'état consolidé des résultats.

Pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2007, la Société a comptabilisé les opérations suivantes relatives aux couvertures de flux de trésorerie : une hausse nette de 74 252 \$ au cumul des autres éléments du résultat étendu, une hausse de 83 005 \$ des instruments financiers dérivés à court et à long terme déclarés dans les actifs, ainsi qu'une hausse de 8 753 \$ des passifs d'impôts futurs. Au cours de l'exercice, un gain sur les contrats de change à terme de 2 167 250 \$ a été enlevé des autres éléments du résultat étendu pour être porté à l'état consolidé des résultats.

Effets des nouvelles normes comptables non encore appliquées

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent aux périodes intermédiaires et aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008 :

- Le chapitre 3031 du Manuel, « Stocks », remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre prescrit l'évaluation des stocks au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Il fournit des directives sur la détermination du coût, interdit l'utilisation future de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise des réductions de valeur lorsqu'il s'ensuit une hausse de la valeur des stocks. Il exige également de fournir de plus amples renseignements sur les stocks et le coût des ventes, notamment les conventions comptables, les valeurs comptables et le montant des réductions de valeur des stocks.
- Le chapitre 3862 du Manuel, « Instruments financiers - Informations à fournir », décrit les renseignements exigés pour l'évaluation de l'importance des instruments financiers pour la situation financière et le rendement de l'entité et l'évaluation de la nature et de la portée des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre et le chapitre 3863, « Instruments financiers – Présentation », remplacera le chapitre 3861, « Instruments financiers — Informations à fournir et présentation ».
- Le chapitre 3863 du Manuel, « Instruments financiers — Présentation », établit les normes de présentation des instruments financiers et des instruments dérivés non financiers. Il reporte les exigences de présentation du chapitre 3861, « Instruments financiers — Informations à fournir et présentation ».
- Le chapitre 1535 du Manuel, « Informations à fournir concernant le capital », établit les normes de divulgation de l'information au sujet du capital d'une entité et de la façon dont il est géré. Il décrit les exigences d'information à l'égard des objectifs, des politiques et des procédés de l'entité pour la gestion du capital; les données quantitatives liées à ce que l'entité considère comme du capital; la question de la conformité de l'entité aux exigences en matière de capital ainsi que les répercussions en cas de non-conformité.

À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

L'ICCA a publié les nouvelles normes comptables suivantes dont les recommandations s'appliquent pour la Société à compter du 1^{er} janvier 2009.

- Le chapitre 3064 du Manuel, « Écart d'acquisition et actifs incorporels », remplacera le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a été modifié en fonction du chapitre 3064. Ce nouveau chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et de divulgation de l'écart d'acquisition après sa constatation initiale et des actifs incorporels par les entreprises à but lucratif. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces nouvelles normes comptables sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2006, l'ICCA a adopté un plan stratégique pour la direction des normes comptables au Canada. Les normes comptables pour les sociétés ouvertes du Canada doivent converger avec les Normes internationales d'information financière d'ici 2011. La Société continue de surveiller et d'évaluer l'incidence de ces efforts de convergence.

NOTE 2 – AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2007, la charge constatée au titre des prestations déterminées a totalisé 170 701 \$ (2006 – 104 736 \$). Pour les douze mois terminés le 31 décembre 2007, la charge constatée au titre des prestations déterminées a totalisé 360 601 \$ (2006 – 251 774 \$).

NOTE 3 – ACQUISITION

Le 28 février 2007, la filiale américaine en propriété exclusive de la Société, SJ Corp, a complété l'acquisition des actifs de l'entreprise de fabrication de poteaux de bois destinés aux sociétés de services publics de J.H. Baxter & Co. (« Baxter »). Les actifs acquis comprennent l'usine de fabrication de Baxter située à Arlington, dans l'état de Washington, son installation d'écorçage de billots à Juliaetta, en Idaho, ainsi que la totalité des stocks et des débiteurs reliés aux activités de poteaux de bois.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, en conséquence, le prix d'achat a été réparti aux éléments d'actif acquis et de passifs pris en charge en fonction de leur juste valeur estimée par la direction à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation de Baxter ont été inclus aux états financiers intermédiaires consolidés à compter de la date d'acquisition.

Le tableau suivant résume les éléments d'actifs nets acquis à leur juste valeur :

	\$
Éléments d'actifs acquis	
Débiteurs	3 792 494
Stocks	9 849 614
Frais payés d'avance	143 523
Immobilisations	11 494 230
	25 279 861
Éléments de passifs pris en charge	
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	278 995
	25 000 866
Contrepartie	
Espèces, y compris des frais liés à la transaction de 386 528\$	16 975 602
À recevoir du vendeur	(168 749)
Billet subordonné à long terme payable au vendeur	8 174 296
Montant en réserve pour les frais liés à la transaction, inclus dans les comptes créditeurs	19 717
	25 000 866

Le financement de la transaction a été assuré par un billet subordonné payable au vendeur de 8,0 millions \$ US (constaté à une juste valeur de 7,0 millions \$ US) et par un crédit de financement supplémentaire en vertu des facilités bancaires courantes et de nouvelles facilités bancaires. Les nouvelles facilités bancaires consistent en une augmentation de 5,0 millions \$ US du crédit d'exploitation de SJ Corp ainsi qu'un nouveau prêt à terme sur 5 ans de 4,0 millions \$ US, tous les deux ayant été conclus avec son banquier américain actuel.

NOTE 4 – DONNÉES RELATIVES AUX ACTIONS

Au 31 décembre 2007, le capital-actions émis et en circulation se composait de 12 341 088 actions ordinaires (12 298 015 au 31 décembre 2006).

NOTE 5 – CARACTÈRE SAISONNIER

Les activités intérieures de la Société suivent une tendance saisonnière; les expéditions de poteaux, de traverses et de bois à usage industriel étant plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Le chiffre d'affaires à l'égard du traitement du bois destiné aux consommateurs suit également la même tendance saisonnière. Les niveaux des stocks de traverses de chemin de fer et de poteaux de services publics sont habituellement plus élevés au cours du premier trimestre, en anticipation de la saison d'expédition estivale. Les premier et quatrième trimestres produisent habituellement des chiffres d'affaires semblables.

NOTE 6 – ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 7 janvier 2008, la Société a annoncé la signature d'une lettre d'intention en vue d'acquérir The Burke-Parsons-Bowlby Corporation (« BPB »). L'acquisition devrait prendre la forme d'une fusion entre une filiale en propriété exclusive de la Société située aux États-Unis, et BPB. La lettre d'intention envisage un prix d'achat de 33,0 M\$ US pour les actions de BPB, devant être acquitté au moyen de la conversion de chacune des actions ordinaires en circulation de BPB en un droit de recevoir environ 47,78 \$ US l'action au comptant, sous réserve de rajustements dans certaines circonstances.

L'acquisition est assujettie aux conditions usuelles, notamment la conclusion d'une convention de fusion finale, l'approbation des actionnaires de BPB et la réalisation d'une vérification diligente satisfaisante. La convention de fusion finale a été conclue entre la Société et BPB le 11 mars 2008. Il est prévu que la transaction proposée, si elle se réalisait, clôturerait d'ici le 1^{er} avril 2008 et que la Société aurait le droit de proroger la date de clôture au moyen de deux tranches de 30 jours. Il est de plus prévu que le financement de l'opération sera garanti par des facilités de crédit existantes et supplémentaires.